

Je crois que certains conservateurs reconnaissent et acceptent la tradition de leur parti à l'égard de la propriété d'État. Je pourrais désigner les membres du parti conservateur qui ont reconnu la nécessité d'un secteur public dans notre pays pour remplir certaines fonctions importantes. Non seulement l'actuel premier ministre trahit-il ce que je considère comme étant l'intérêt public, mais il trahit aussi un aspect particulièrement important, quoique secondaire, des traditions de son propre parti.

Je voudrais aborder en détail la question de Petro-Canada. Le premier ministre fait habituellement preuve de franchise dans le privé comme en public. Quand il parle de réforme parlementaire, je ne doute pas qu'il y croie vraiment. J'ai écouté avec attention aujourd'hui quand il a annoncé son intention de considérer très sérieusement les amendements qui seront présentés au cours de la présente législature, et si j'ai bien compris, il a laissé entendre que le gouvernement appuyerait des initiatives et appliquerait une politique en ce sens. C'est donc dans ce contexte que je désire parler sérieusement de Petro-Canada, car cette question me préoccupe. Ce n'est pas tant la question de savoir à qui en revient la paternité qui m'intéresse. Le chef de l'opposition a davantage parlé de la paternité de cette institution que de son importance. Le chef de l'opposition n'a qu'à tenter un procès en paternité et je n'ai pas d'inquiétude quant à son issue. Ce qui importe, en l'occurrence, ce n'est pas de savoir qui en a eu l'idée, mais ce que vaut cette entreprise et ce qu'elle apporte à notre pays. Quel rôle la société Petro-Canada a-t-elle donc joué dans toutes les régions depuis un an?

Tout d'abord, elle a établi à Calgary au coût de 10 millions de dollars un centre de recherche où des Canadiens et des Canadiennes peuvent travailler à partir d'une ressource canadienne. Elle a ainsi fourni du travail à des Canadiens. Puis, elle a acheté Pacific Petroleum Ltd au coût de 1 milliard et demi. Grâce à elle, les Canadiens de la Colombie-Britannique et même ceux qui habitent jusqu'à Thunder Bay vers l'est peuvent se présenter maintenant à un poste d'essence canadien avec l'assurance que l'argent qu'ils dépensent restera au Canada. C'est important, car la société peut ainsi acquérir un certain capital pour l'investir dans la recherche de nouveaux gisements de pétrole dans le Nord et au large des côtes de l'Atlantique. Elle dispose ainsi de liquidités. Ce n'est pas faire preuve d'un patriotisme chauvin, même si j'estime, pour ma part, que nous en aurions besoin davantage. J'estime qu'elle joue un rôle économique important.

Dans l'Est, Petro-Canada participe actuellement à 80 p. 100 des travaux de forage qui s'effectuent au large des côtes du Labrador. Elle était là lors des découvertes à l'île de Sable en Nouvelle-Écosse, puis encore au large des côtes de Terre-Neuve il y a deux semaines. Ce ne sont là que quelques exemples de ce que Petro-Canada a accompli pour les Canadiens dans différentes régions.

Ce que je tiens à faire comprendre, c'est qu'à Noël 1973, soit il y a quelques années à peine, le gouvernement minoritaire de l'époque nous a imposé la création de cette société au capital de quelque 500 millions de dollars. Mais elle a utilisé cet argent pour créer des emplois dans pratiquement tous les coins du pays afin de trouver de nouvelles sources d'énergie et de fournir des points de vente aux Canadiens. Au lieu de nous avoir fait tout simplement perdre 500 millions de dollars, cette

L'Adresse—M. Broadbent

société dont le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) voudrait se débarrasser, a employé ces 500 millions pour produire 3.5 milliards pour les Canadiens. Petro-Canada est le plus grand succès commercial de la présente décennie et nous devrions lui donner de l'expansion.

● (1710)

J'aimerais vous citer de bonnes raisons de conserver cette société comme entité intégrée qui continuera à servir les Canadiens. Il faudrait développer tout secteur de l'industrie extractive avec deux objectifs en tête. D'abord, il faudrait essayer de créer le maximum d'emplois pour les Canadiens, pas nous contenter d'exploiter nos ressources, mais développer une industrie secondaire basée sur ces ressources. Deuxièmement, il faudrait produire un produit fini, l'énergie dans le cas qui nous intéresse. Voilà la raison pour laquelle il faut conserver Petro-Canada dans sa forme actuelle. La société devrait faire partie d'un secteur énergétique totalement intégré appartenant aux Canadiens et géré par des Canadiens.

En poursuivant dans cette voie, le gouvernement s'apprête à commettre une erreur aussi monumentale que celle du dernier gouvernement conservateur, il y a vingt ans. Il y a vingt ans, le dernier gouvernement conservateur a annoncé son intention d'étouffer le projet Arrow. C'est un parallèle intéressant. Songez, monsieur, à ce qui s'est passé il y a 20 ans. L'Arrow était un avion conçu et fabriqué par environ 14,000 Canadiens travaillant dans la région de Toronto. C'était, sans aucun doute, le meilleur avion de l'époque. Au cours du vol d'essai, ses performances ont été supérieures à celles de tous les autres avions à réaction du même type. Néanmoins, le gouvernement conservateur de l'époque a jugé qu'il coûtait trop cher et a abandonné le projet. S'il l'avait poursuivi, nous aurions pu produire l'Arrow à 3.75 millions de dollars par avion.

Quelles ont été les conséquences de cette décision? D'abord, nous avons acheté le missile Bomarc qui s'est révélé très insatisfaisant sur le plan militaire, sans parler des autres considérations. Par-dessus le marché, nous avons perdu une des mains-d'œuvre les plus spécialisées et les plus compétentes au monde. Ces gens sont allés aux États-Unis ou ils ont participé au programme spatial. Je suis certain qu'ils travaillent maintenant sur un bon nombre des avions que nous achetons aux États-Unis cinq fois plus cher que l'Arrow.

A mon avis, nous avons d'importantes leçons à tirer de ce parallèle, monsieur l'Orateur. Certains prétendent que nous n'aurions peut-être pas pu produire l'Arrow. A la même époque, en 1959, la Suède réalisait l'avion Saab. Or le Saab était inférieur à l'Arrow du point de vue technique. Cependant, le gouvernement suédois a pris une décision contraire à celle du gouvernement canadien de l'époque. Jusqu'à tout récemment encore, le gouvernement suédois croyait en une stratégie industrielle et le gouvernement actuel maintient les mêmes politiques fondamentales. Parce que le gouvernement suédois avait décidé de continuer à appuyer le Saab et son industrie aéronautique, la Suède exporte maintenant des avions partout dans le monde. Cela a par la suite donné naissance à la société automobile qui porte aussi le nom de Saab.

Il y a vingt ans, le Canada a pris une décision qui a entraîné la perte de techniciens et d'une industrie aéronautique qui offrait pourtant d'énormes possibilités. Nous ne devons pas faire la même erreur maintenant, monsieur l'Orateur. Il y a vingt ans, nous aurions pu favoriser la croissance d'une indus-